

 <p><b>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i></p> <p><i>Inria</i></p>	<p><b>SERVICES GENERAUX</b> <b>MARCHE N° 2026-0253</b></p> <p><b>Marché A Procédure Adaptée</b></p>
--	---

## **MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

#### **MARCHE DE SERVICE :**

**MAINTENANCE D'EXPLOITATION  
des installations de chauffage, ventilation et climatisation**

**MARCHÉ PUBLIC N° : 2026-0253**

## Table des matières

1	Objet de la consultation – Dispositions générales .....	3
1.1	Objet du marché .....	3
1.2	Décomposition en tranches et/ou en lots .....	3
1.3	Forme du marché .....	3
1.4	- Mode de consultation .....	3
1.5	- Durée du marché .....	3
1.6	- Maîtrise d'ouvrage .....	3
1.8	- Bureau de contrôle .....	3
1.9	- Coordinateur S.P.S. ....	3
1.10	- Variantes .....	3
1.11	- Prestations supplémentaires éventuelles : PSE (chiffrages obligatoire) .....	4
2	Pièces contractuelles .....	4
3	Sous-traitance .....	4
4	Conditions d'exécution .....	5
4.1	Prise en charge .....	5
4.2	Organisation des interventions .....	5
4.3	Remise du matériel et des équipements en fin de marche .....	5
4.4	Documentation .....	6
4.5	Locaux accessibles au titulaire .....	6
4.6	Fluides et énergies fournis au titulaire .....	6
4.7	Garanties .....	6
4.8	Assurances .....	6
4.9	Constatations de l'exécution des prestations .....	7
4.9.1	Opérations de vérification .....	7
5	Prix du marché .....	7
5.1	- Maintenance – Entretien courant .....	7
5.2	Gros entretien .....	8
5.3	Variation des prix .....	8
5.3.1	Maintenance - entretien courant .....	8
5.3.2	Gros entretien .....	8
5.4	Clause de sauvegarde : .....	9
6	Modalités de règlement .....	9
6.1	- Avance .....	9
6.2	Facturation des prestations de maintenance .....	9
6.3	Facturation des prestations de gros entretien .....	9
6.4	Présentation des demandes de paiement .....	9
6.4.1	Facturation par voie électronique via la solution CHORUS PRO .....	9
6.5	- Contenu de la demande de paiement .....	9
6.6	- Renseignements administratifs .....	10
7	Cession et nantissement de créance .....	11
8	Pénalités .....	11
8.1	Montant à partir duquel le paiement des pénalités s'applique .....	11
8.2	- Pénalités pour retard .....	11
8.2.1	Chauffage central et climatisation .....	11
8.3	Retard dans l'exécution des prestations de maintenance corrective .....	11
8.4	Retard dans la présentation des rapports annuels de fin de saison .....	11
8.5	Retard dans l'exécution des travaux de gros entretien .....	11
8.6	Retard dans l'exécution de toute autre prestation contractuelle .....	11
8.7	- Pénalité pour travail dissimulé .....	12
9	Prestation non conforme - mise en demeure .....	12
10	Assurance .....	12
11	Redressement ou liquidation judiciaire .....	12
12	Résiliation du marché .....	13
13	Règlement des litiges .....	14
14	Clauses complémentaires .....	14
14.1	- Obligations relatives aux personnels d'intervention .....	14
14.1.1	Liste nominative du personnel .....	14
14.2	- Comportement du personnel .....	14
14.3	- Plan d'intervention .....	15
14.4	- Confidentialité .....	15
14.5	Mesure de sécurité .....	15
14.6	Protection de la Main d'œuvre : .....	15
14.7	Protection des données à caractères personnel .....	16
15	Dérogations au C.C.A.G .....	16

## 1 Objet de la consultation – Dispositions générales

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective, ainsi que l'exploitation :

- des installations de chauffage (production, réseaux, régulateurs, échangeurs...)
- des installations de climatisation (réseaux, régulateurs et échangeurs ...)
- des installations de ventilation (clapets, gaines, bouches, VMC...)
- 4 Pots à boue

La présent marché est un contrat avec obligation de résultats.

Situés au Centre de recherche d' Inria de l'Université Grenoble Alpes - 655 avenue de l'Europe Montbonnot Saint Martin

Les prestations se dérouleront en site occupé, aussi le TITULAIRE prend toutes les précautions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel, des occupants, des locaux et du matériel de l'établissement. Les prestations sont exécutées en accord avec Inria, de manière à ne causer aucune gêne dans la marche du service.

La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. (C.C.T.P) et dans les documents qui lui sont annexés.

La prise en compte de nouveaux locaux ou partie de bâtiment pourra faire l'objet d'un avenant, d'un marché de prestations similaires ou d'un marché complémentaire.

### 1.2 - Décomposition en tranches et/ou en lots

Sans objet. Le site ne comporte qu'une seule installation économiquement et techniquement, il serait impossible de coordonner plusieurs opérateurs.

### 1.3 Forme du marché

Le marché est passé à prix global et forfaitaire pour les prestations récurrentes et

Il est conclu avec un seul opérateur économique

### 1.4 - Mode de consultation

Le présent marché fait l'objet d'une procédure adaptée. Il est soumis aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique.

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les soumissionnaires présentant les 3 (trois) meilleures offres et de les auditionner (voir article 5.01 du règlement de la consultation).

### 1.5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans fermes. A compter de sa notification.

### 1.6 - Maîtrise d'ouvrage

Inria de l'université Grenoble Apes

655 Avenue de l'Europe

383300 Montbonnot Saint Martin

### 1.8 - Bureau de contrôle

Sans objet.

### 1.9 - Coordinateur S.P.S.

Sans objet.

### 1.10 - Variantes

Sans objet

## 1.11 - Prestations supplémentaires éventuelles : PSE (chiffrages obligatoire)

Sans objet

## 2 Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché dont seul les originaux détenus par Inria font seuls foi, sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles.
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses annexes (C.C.A.P.).
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le mémoire technique
- Le cahier des clauses administratives et générales applicables aux marchés publics de Fourniture Courante et Service (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (disponible sur le site : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter ses prestations.

## 3 Sous-traitance

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R2193.1 du CCP et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ; Le compte à créditer.

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être constatés par un « acte spécial » signé, au moins, des deux parties (l'établissement, le titulaire), au mieux des trois parties (l'établissement, le titulaire et le sous-traitant), dans les conditions fixées à R 2193-3 et 4 du Code de la Commande Publique (CCP).

Pour les paiements des sous-traitants, les dispositions des articles L2193-4 à 6 et L2193-10 à 14 et R2193-10 à 16 du CCP.

En application des dispositions de la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier les sous-traitants qui confient à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution ou une délégation de paiement dans les conditions de l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Une DPGF spécifique indiquant les prestations sous-traitées est à remplir et à annexer à toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement. Elle doit être accompagnée des documents suivants :

Un acte spécial (formulaire DC4 pouvant être employé)

Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics

Les justificatifs des capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Conformément à la loi n° 2014-790 du 10/07/2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, le sous-traitant faisant appel à des travailleurs détachés s'engage :

- à déposer une déclaration préalable auprès de l'Inspection du Travail du lieu où la prestation débute,

- à désigner un représentant identifié sur le territoire national, chargé de fournir toutes les pièces justificatives au maître d'ouvrage et aux corps de contrôle à leur demande.

Il est rappelé que la méconnaissance de ces règles engage la responsabilité du sous-traitant, qui s'expose à une amende de 10.000 € maximum.

Le titulaire du marché faisant appel à un sous-traitant joindra à la demande d'acceptation du sous-traitant tout document permettant de justifier que les règles précitées ont été respectées. En cas contraire, la demande d'acceptation du sous-traitant sera rejetée.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique un résumé de la nature et le montant des prestations que le titulaire (BPU spécifique à joindre pour chaque sous-traitant), mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Entreprise donneur d'ordre	Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant total de la prestation
			Joindre une DPGF spécifique

Le DC4 est téléchargeable via ce lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

Le prestataire s'engage à respecter les prestations comprises dans le marché et les options citées.

## 4 Conditions d'exécution

La prestation doit être exécutée dans les conditions ci-après.

### 4.1 Prise en charge

Le TITULAIRE déclare s'être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance. Il déclare prendre en charge les installations en l'état et sans réserve. Avant la première mise en service par le TITULAIRE, un procès-verbal de prise en charge et un état des lieux seront établis contradictoirement entre le TITULAIRE et Inria assisté par le bureau d'études.

### 4.2 Organisation des interventions

Les prestations doivent être exécutées dans les conditions fixées dans le C.C.T.P. au cours d'interventions planifiées et de visites exceptionnelles. Dans tous les cas :

- le TITULAIRE prend toutes les précautions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel, des occupants, des locaux et du matériel d'Inria ;
- les prestations sont exécutées en accord avec Inria, de manière à ne causer aucune gêne dans la marche du service.

### 4.3 Remise du matériel et des équipements en fin de marche

Le TITULAIRE s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement. Ceci implique que le TITULAIRE rend à Inria des installations dans un état tel qu'elles soient en mesure de fonctionner sans incident grave durant une année.

Afin de vérifier le respect de cet engagement, une visite contradictoire sera effectuée avant la clôture du marché, en présence d'Inria ou de son représentant, du prestataire en fin de contrat et du futur prestataire (en cas de changement de prestataire au terme du contrat). Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des installations ou équipements est établi à l'échéance du marché.

#### 4.4 Documentation

Les documents techniques existants sont mis à disposition du TITULAIRE à la prise en charge des installations. Leur reproduction est à la charge du TITULAIRE. Cette documentation reste la propriété Inria et n'est utilisée par le TITULAIRE qu'à seule fin d'exécution du présent marché. Elle est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions.

En fin de contrat, ces documents éventuellement mis à jour, ainsi que les livrets de chaufferie et autres documents de maintenance seront remis par le TITULAIRE sortant au TITULAIRE entrant.

Les rapports de visites réglementaires élaborés par les organismes de contrôle missionnés par Inria seront également transmis au TITULAIRE, dans la mesure où ils portent sur les installations et équipements concernés par le présent marché.

#### 4.5 Locaux accessibles au titulaire

Inria s'oblige à mettre à la disposition exclusive et gratuite du TITULAIRE, pendant toute la durée du marché, les locaux techniques, chaufferies et sous-stations, conformes à la réglementation en vigueur, et à les maintenir clos et couverts, en bon état, conformément aux règlements de police et d'assurance.

Au même titre que le TITULAIRE, les responsables de l'établissement veilleront à ce qu'aucune personne, en dehors des préposés du TITULAIRE et des représentants habilités d'Inria, ne puisse avoir accès aux locaux techniques et, à fortiori, intervenir dans le fonctionnement des installations et équipements, sans accord d'Inria et après en avoir informé le TITULAIRE.

Par ailleurs, la personne responsable du marché autorise le personnel du TITULAIRE, ou de ses sous-traitants, à pénétrer dans toutes les parties des installations ou des bâtiments concernés, pour exécuter les prestations contractuelles, ou pour procéder aux vérifications qui pourraient être nécessaires. De son côté, le TITULAIRE maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

#### 4.6 Fluides et énergies fournis au titulaire

Inria met à disposition du TITULAIRE :

- l'eau froide nécessaire au fonctionnement des installations, aux prestations de maintenance et au nettoyage des locaux techniques,
- l'énergie électrique nécessaire au fonctionnement de la totalité des installations, ainsi qu'à l'exécution des travaux et opérations d'entretien,
- les combustibles consommés par les chaufferies.

#### 4.7 Garanties

Tout matériel fourni par le TITULAIRE sera garanti deux années à compter de sa mise en service. Les documents de maintenance mentionneront la date de prise d'effet de la garantie.

Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à deux ans, il n'y aura pas de facturation pour la seconde réparation.

En cas de défaillance prolongée ou répétée d'un matériel installé par lui, le titulaire s'engage à remplacer l'appareil défectueux par un modèle identique ou par un équipement dont les caractéristiques principales sont équivalentes, dans un délai de 48 heures après constatation de la défaillance et sans supplément de coût pour Inria de l'université Grenoble Apes lorsqu'aucune faute ne lui est imputable.

#### 4.8 Assurances

Le TITULAIRE est responsable vis à vis des tiers dans le cadre de l'activité qu'il déploie en application du présent marché, et ce, en vertu des articles 1381 à 1386 du Code Civil. En conséquence, le TITULAIRE devra

justifier d'une police d'assurance Responsabilité Civile et Décennale couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégât des eaux, conséquences d'un défaut. Les attestations d'assurance avec indication des montants garantis, ainsi qu'une copie des contrats d'assurance, seront transmis obligatoirement à Inria (dommages corporels, dommages matériels et immatériels consécutifs, dommages immatériels non consécutifs). Il devra justifier de cette souscription, au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché. Il présentera ces documents à chaque date anniversaire de la signature du marché. Inria se réserve le droit d'exiger la réévaluation des plafonds de garantie s'il estime qu'ils sont insuffisants en regard du coût d'un sinistre éventuel.

## 4.9 Constatations de l'exécution des prestations

### 4.9.1 Opérations de vérification

#### 4.9.1.1 Vérification

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont assurées par Inria ou son représentant.

Elles sont effectuées à l'occasion des interventions du TITULAIRE ou indépendamment de celles-ci et portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et des performances.

Le TITULAIRE ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur une installation altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'installation concernée. Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du TITULAIRE, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies à l'article 14.2.5 du CCAG FCS.

#### 4.9.1.2 Contrôle des résultats

Les résultats à obtenir sont appréciés en fonction de la consommation d'énergie, du nombre d'incidents de fonctionnement, de l'indisponibilité des matériels, équipements ou locaux, ainsi que du respect ou non des conditions à garantir définies au C.C.T.P.

#### 4.9.1.3 Supports

Les documents de maintenance établis par le TITULAIRE, ainsi que les documents d'information et de suivi des prestations qu'il remet périodiquement à Inria ou à son Assistant, servent de supports aux opérations de vérification. Le contenu et la fréquence de ces divers documents sont définis dans le C.C.T.P.

#### 4.9.1.4 Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, Inria décide :

- l'admission,
- l'ajournement
- la réfaction ou le rejet des prestations.

Le Service Fait validé par l'administration vaut admission sans réserve.

En cas de non admission, le TITULAIRE doit prendre toutes dispositions pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement normal.

Inria peut également décider de différer tout ou partie du règlement, ou de le réduire. L'admission ne dégage pas le TITULAIRE de sa responsabilité éventuelle.

## 5 Prix du marché

### 5.1 Maintenance – Entretien courant

Les prestations définies au C.C.T.P. sont réglées à prix global et forfaitaire annuel, révisable une fois l'an. Ce prix comprend les frais correspondants à l'obligation faite au TITULAIRE de maintenir les moyens

d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer la conduite et l'entretien courant des installations prises en compte dans le marché. Il comprend également les fournitures associées à ces prestations dont, en particulier, la fourniture des produits consommables et pièces de rechange définis à l'article 6.10 du C.C.T.P. Le prix forfaitaire couvre notamment les interventions et les dépannages effectués de jour ou de nuit durant les jours ouvrables ou non.

## 5.2 Gros entretien

Les prestations sont rémunérées "hors forfait" dans le cadre de travaux en régie contrôlée.

Ces prestations sont commandées au coup par coup par Inria en fonction des besoins, sur la base de devis établis par le TITULAIRE. Les devis de travaux gros entretiens sont chiffrés à partir des tarifs contractuels qui figurent dans la pièce financière du présent marché, à savoir :

- les taux de main d'œuvre
- les coefficients de vente appliqués sur les prix d'achat des matériels et pièces de rechange fournis.

Le poste gros entretien du marché comporte un montant maximum sur 4 ans de 30 000 € HT.

## 5.3 Variation des prix

Tous les prix indiqués dans la pièce financière du marché sont réputés établis en fonction des conditions Économiques du mois de la date limite de remise des offres, appelé mois "zéro". Ces prix sont révisables dans les conditions spécifiées ci-dessous.

### 5.3.1 Maintenance - entretien courant

Les prestations maintenance- entretien courant définies au C.C.T.P. sont réglées à prix global forfaitaire annuel, révisable une fois l'an à la date anniversaire de la prise d'effet du marché, sauf pour la première période de 12 mois, où le prix du P2 est ferme, non révisable et non actualisable.

Pour chacune des périodes de 12 mois suivantes, le prix maintenance- entretien courant du marché est révisé par application du coefficient résultant de la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,70 (ICHT-IME / ICHT-IMEo) + 0,15 (FSD1 / FSD1o)$$

dans laquelle :

ICHT-IME est l'indice du coût horaire du travail, tous salariés confondus, dans les "Industries mécaniques et électriques", valeur à la date de révision

ICHT-IMEo est la valeur de cet indice au mois "zéro"

FSD1 est l'indice "Frais et Services Divers - modèle n° 1", valeur à la date de révision

FSD1o est la valeur de cet indice au mois "zéro"

Le nouveau prix ainsi obtenu reste inchangé pendant la durée de la nouvelle période de 12 mois.

### 5.3.2 Gros entretien

Les prestations gros entretien définies au C.C.T.P. sont réglées après exécution des travaux définis par chaque bon de commande établi par Inria.

Les taux de main d'œuvre utilisés pour le calcul du montant des prestations gros entretien sont révisables une fois l'an, sauf pour la première période de 12 mois, où ces prix sont fermes, non révisables et non actualisables.

Pour chacune des périodes de 12 mois suivantes, les taux de main d'œuvre du marché sont révisés par application du coefficient résultant de la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 (ICHT-IME / ICHT-IMEo)$$

dans laquelle :



ICHT-IME est l'indice du coût horaire du travail, tous salariés confondus, dans les "Industries mécaniques et électriques", valeur à la date de révision

ICHT-IMEo est la valeur de cet indice au mois "zéro"

Les nouveaux prix ainsi obtenus restent inchangés pendant la durée de la nouvelle période de 12 mois.

#### 5.4 Clause de sauvegarde :

Inria se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 %.

## 6 Modalités de règlement

Financement : Budget Inria DB STG 07AU3055-1

### 6.1 - Avance

Sans objet

### 6.2 Facturation des prestations de maintenance

Les prestations forfaitaires de maintenance sont réglées à terme échu, au moyen d'acomptes trimestriels dont les montants correspondent au quart du forfait annuel.

Les éventuelles réfections ou pénalités seront déduites de ces acomptes.

Les dates de facturation des acomptes trimestriels sont les suivantes :

○ le 31 Mars    ○ le 30 Juin    ○ le 30 Septembre    ○ le 31 Décembre

### 6.3 Facturation des prestations de gros entretien

Les prestations de gros entretien doivent faire l'objet d'une facturation spécifique à chaque bon de commande. Ces prestations sont réglées après exécution intégrale des travaux commandés.

### 6.4 Présentation des demandes de paiement

#### 6.4.1 Facturation par voie électronique via la solution CHORUS PRO

Toute structure publique est dans l'obligation d'émettre ou de réceptionner ses factures par voie électronique via la solution CHORUS PRO. Ce portail est le point d'entrée unique et gratuit permettant de répondre à ce besoin.

Les « fournisseurs » de l'Etat, des collectivités et des établissements publics devront émettre leurs factures dématérialisées via le portail Factures CHORUS PRO dont l'adresse est la suivante : <https://choruspro.gouv.fr>.

### 6.5 - Contenu de la demande de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

Les demandes de paiement seront déposées par voie électronique sur le portail Factures CHORUS PRO dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales, les indications minimums suivantes : le nom ou la raison sociale du créancier ;

le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;

le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ; le numéro du compte bancaire ou

postal ; le numéro et l'intitulé du marché ;

le numéro du bon de commande / d'engagement ;

la désignation de l'organisme débiteur numéro de SIRET : 18008904700013 le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;

le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA

les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ; le numéro de TVA intracommunautaire de Inria : FR45180089047

le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;

Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché; le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ; la date de facturation. en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

## 6.6 – Renseignements administratifs

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de versement est Monsieur le Président Directeur Général d'Inria  
Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex . Tel : 01 39 63 55 11.

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'agent comptable d'Inria, Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex . Tel : 01 39 63 55 55

Le service facturier de l'agence comptable (SFACT) est l'interlocuteur unique du titulaire pour traiter les demandes d'information relatives au traitement des factures :

Le Service Dépense (SD) est l'interlocuteur unique du titulaire pour traiter les demandes d'information relatives au traitement des factures :

Par téléphone : 04 76 61 55 08

Par mail : [sd-fournisseurs@inria.fr](mailto:sd-fournisseurs@inria.fr)

Par courrier : Inria – Service Dépense - Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex

En cas de cotraitance :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

### 4.3 - Délai global de paiement

En application du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, Inria se libérera des sommes dues au titulaire par virement par mandat administratif dans un délai de **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement ou des demandes de paiement équivalentes sous réserve d'admission des ouvrages. Au-delà de ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire.

Toutefois, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que les intérêts moratoires ne seront pas dus en cas de présentation de factures non conformes. Le délai de 30 jours commencera à courir **à compter de la date de réception d'une facture établie en bonne et due forme**.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoire ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage, accompagné d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros conformément aux articles R2192-31 à 36 du code de la commande publique.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre du présent marché seront déduites du montant HT de la facture correspondante ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

## 7 Cession et nantissement de créance

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire. A cet effet, un certificat de cessibilité sera remis au titulaire du marché à sa demande pour être transmis, au gré du titulaire à l'établissement financier de son choix.

**Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :**

**Monsieur le Président d'Inria /Domaine de Voluceau /BP 105 Rocquencourt/ 78153 LE CHESNAY Cedex.**

## 8 Pénalités

### 8.1 Montant à partir duquel le paiement des pénalités s'applique

Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont dues y compris lorsqu'elles sont supérieures à 10% du montant total HT du bon de commande annuel et inférieures à 1 000 € H.T.

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont détaillées dans le mémoire technique du titulaire.

### 8.2 - Pénalités pour retard

#### 8.2.1 Chauffage central et climatisation

Si dans les conditions définies au C.C.T.P., le chauffage et la climatisation des locaux était mis en route avec un retard de plus de VINGT QUATRE (24) heures, ou si, au cours de la période de fonctionnement, la fourniture de chaleur était interrompue anormalement pendant plus de huit (8) heures consécutives, ce retard ou cette interruption serait sanctionné, par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG FCS, par une pénalité d'un montant égal à :

**250 Euros HT par jour**

Le montant total de la pénalité sera calculé pour un nombre entier de journées, étant convenu que le nombre d'heures consécutives de retard ou d'interruption sera transformé en nombre de jours en arrondissant au nombre entier le plus proche.

La pénalité pour retard et interruption sera appliquée indépendamment de l'application d'une éventuelle réfaction pour prestation non exécutée.

### 8.3 Retard dans l'exécution des prestations de maintenance corrective

Toute intervention de maintenance corrective (dépannage ou réparation) au-delà des délais fixés dans le C.C.T.P. et dans le mémoire technique, est sanctionnée par une pénalité d'un montant égal à :

**250 Euros HT par tranche de quatre heures de retard**

### 8.4 Retard dans la présentation des rapports annuels de fin de saison

Le rapport annuel de fin de saison devra être présenté 2 fois par an, au plus tard, le 30 septembre de chaque année pour la saison de rafraîchissement et le 30 avril de chaque année pour la saison chauffe.

Dans le cas où ce rapport serait présenté au-delà de ces dates, une pénalité financière d'un montant égal à :

**150 Euros HT par jour de retard**

sera appliquée à partir du 1er Juillet.

### 8.5 Retard dans l'exécution des travaux de gros entretien

Toute constatation d'un retard, par Inria ou son assistant, est sanctionnée par une pénalité provisoire d'un montant égal à :

**150 Euros HT par jour de retard**

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si le TITULAIRE n'a pas achevé les travaux dans le délai d'exécution imparti.

### 8.6 Retard dans l'exécution de toute autre prestation contractuelle

Toute autre prestation non exécutée, ou exécutée avec retard, est sanctionnée par une pénalité d'un montant de :

### 150 Euros HT par jour de retard

Les jours de retard sont décomptés à partir du 8ème jour suivant la réception, par le TITULAIRE, du courrier recommandé d'Inria signalant le retard.

Les pénalités courent jusqu'à la date d'achèvement de la prestation concernée.

Nota

La présente clause est également applicable pour tout service ou prestation complémentaire que le TITULAIRE a décrit dans le mémoire justificatif joint à son offre et qu'il s'est engagé à exécuter dans le cadre de son forfait.

#### 8.7 - Pénalité pour travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur appliquera une pénalité correspondant à **10 %** du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 9 Prestation non conforme - mise en demeure

En cas de non-respect des obligations contractuelles, Inria adressera au TITULAIRE une lettre recommandée avec accusé de réception le mettant en demeure d'effectuer la prestation sous huitaine.

Si à l'expiration de ce délai, le TITULAIRE n'a pas réalisé la totalité de ses obligations, Inria peut y pourvoir aux frais et risques du TITULAIRE.

Les pénalités décrites ci-avant sont applicables, même si Inria assure la prestation en lieu et place du TITULAIRE.

Si quinze jours après réception de la lettre recommandée avec accusé de réception, le TITULAIRE n'a pu assurer la reprise d'une exploitation normale, le marché pourra être résilié de plein droit à l'initiative d'Inria. Il est entendu que, à l'occasion de cas de force majeure, le TITULAIRE recherchera avec Inria, toutes les mesures à prendre, afin d'éviter un arrêt définitif du chauffage et éventuellement de la production d'eau chaude sanitaire, et d'organiser la poursuite d'une exploitation même partielle après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure.

### 10 Assurance

Dans un délai de **quinze jours** calendaires à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil ainsi qu'au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le titulaire souscrit les assurances nécessaires pour garantir ses agents chargés d'effectuer toutes les interventions prévues dans le cadre du présent marché contre les risques d'accident du travail, d'invalidité, de décès. Les soins médicaux et chirurgicaux ainsi que les frais d'hospitalisation sont à la charge du titulaire, AgroSup Dijon étant dégagé de toute obligation en la matière.

Le titulaire devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de **quinze jours** à compter de la réception de la demande.

### 11 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du titulaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution des prestations liées au marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'[article L627-2](#) du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'[article L622-13](#) du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du prestataire de renoncer à poursuivre l'exécution des prestations liées au marché, ou à l'expiration du délai d'un mois fixé cidessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 12 Résiliation du marché

Les dispositions des [articles 38 à 42](#) du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Inria se réserve le droit de résilier le marché si, après deux mises en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, le titulaire ne respecte pas ses engagements, en particulier en matière de respect des délais d'intervention et de qualité technique de la prestation. La résiliation est alors prononcée avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant. Pendant le délai s'écoulant entre la notification de la résiliation et sa date d'effet, le titulaire continuera d'exécuter toutes les prestations dues au titre du présent marché, aux conditions antérieures à la notification de la résiliation. L'entreprise sera tenue de laisser ou de remettre en état normal de fonctionnement les équipements et les locaux.

D'autre part, Inria aura la faculté de mettre fin au présent marché à tout moment, et sans préavis en cas de faute grave du titulaire, ou de ses préposés, rendant impossible le maintien de relations contractuelles et notamment dans les cas suivants :

- Utilisation induue ou détournement organisé par un ou plusieurs préposés du titulaire de produits ou matériels appartenant à Inria ;
- Inexécution totale ou partielle par le titulaire ou ses préposés des clauses ou conditions du présent marché après mise en demeure signifiée par lettre recommandée et restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

Inria pourra à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, avant l'achèvement de celles-ci, qu'il y ait faute ou non du titulaire conformément à l'article 38 du CCAG FCS. Si la résiliation n'est pas due à un défaut d'exécution du prestataire ou du non-respect du présent marché, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice subi, du fait de cette décision, en application de l'[article 42](#) du C.C.A.G.-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, conformément à l'[article 42](#) du C.C.A.G.-FCS, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à **5,00** %.

En application de l'[article 40.1](#) du C.C.A.G.-FCS, si le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter le marché, ou en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de celui-ci, le marché est résilié à ses torts avec mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnisation.

Outre les cas prévus à l'article 41.1 du CCAG FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2146.6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail conformément à l'article

R. 2143-8 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

En cas de faute du titulaire, la résiliation du marché s'effectuera à ses torts, et la continuité du marché pourra s'effectuer aux frais et aux risques du titulaire défaillant par une nouvelle entreprise conformément à l'article 45 du CCAG FCS.

Le marché est résilié de plein droit et sans indemnité en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de l'entreprise.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision.

### 13 Règlement des litiges

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Toutefois, le titulaire et Inria s'efforceront de régler à l'amiable conformément à l'article 46 du CCAG FCS, dans la mesure du possible, les différends qui pourraient survenir durant l'exécution du présent marché. A défaut, tout litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble.

2 place de Verdun  
BP 113538022 GRENOBLE CEDEX 1  
Tél : 04 76 42 90 00  
Télécopie : 04 76 51 89 44  
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun  
BP 113538022 GRENOBLE CEDEX 1  
Tél : 04 76 42 90 00  
Télécopie : 04 76 51 89 44

### 14 Clauses complémentaires

Les prestations seront réalisées au sein d'un site classé en Zone à Régime Restrictif (ZRR) au sens du décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011 relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (PPST).

À ce titre, le titulaire du marché est soumis aux obligations prévues par la réglementation relative à la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation.

Le titulaire se conformera à l'annexe Conditions Particulières liées au classement en ZRR.

#### 14.1 - Obligations relatives aux personnels d'intervention

##### 14.1.1 Liste nominative du personnel

- Dans le plan de prévention des risques, le titulaire doit fournir, avant tout commencement d'exécution du marché une liste comportant le nom et l'adresse de l'ensemble de son personnel intervenant dans le cadre du présent marché. Toute modification doit être portée immédiatement à la connaissance de l'établissement.
- Il devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer, badges ou les clefs nécessaires pour la circulation de ce personnel dans les bâtiments concernés d'Inria.

##### 14.2 - Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. Inria se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat de l'agent jugé par elle indésirable ou ne donnant pas satisfaction.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.



### 14.3 - Plan d'intervention

Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 sont applicables en ce qui concerne les prescriptions particulières d'hygiène et sécurité aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Pour tous travaux inclus dans la liste descriptive du décret dont la référence est citée ci-dessus, un plan de prévention sera établi par les Services Techniques Généraux et l'assistant(e) de prévention du site, en lien avec le titulaire du marché. Ce plan est signé par les deux parties. Il définit la prévention au niveau des usagers Inria d'une part et celle des intervenants missionnés par le titulaire du marché d'autre part. Tout agent intervenant sur site devra avoir connaissance du plan de prévention des risques avant son intervention.

Le titulaire procède si nécessaire, avant le commencement des prestations, à une information à ses agents des risques liés aux interventions et les mesures de prévention envisagées et le plan de prévention en cours. Cette information fait l'objet d'un procès-verbal transmis aux Services Techniques Généraux par le titulaire dans le mois qui suit la date d'effet de l'acte valant début d'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de respecter les engagements pris dans son offre en ce qui concerne les caractéristiques d'hygiène et sécurité de chaque type d'appareil installé.

### 14.4 - Confidentialité

Si le titulaire a reçu, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, il est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour les connaître.

Le titulaire et Inria s'engage chacun pour leur part à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

### 14.5 Mesure de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où les mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les lieux qualifiés de point sensible ou de zone protégée en vertu des dispositions législatives, le titulaire doit observer les dispositions particulières que le Pouvoir adjudicateur lui a fait communiquer.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, à indemnité, même s'il démontre que les obligations qui lui sont ainsi imposées rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

### 14.6 Protection de la Main d'œuvre :

Le personnel du titulaire devra se conformer strictement au règlement intérieur du bâtiment et devra notamment :

- Prévenir le Directeur d'Etablissement (ou son représentant) des dates de ses interventions ;
- Se présenter à son arrivée et à son départ au Directeur d'Etablissement (ou son représentant) ;
- Observer les consignes de sécurité de l'établissement, **notamment celles concernant les travaux d'entretien des installations extérieures situées en toiture ou en terrasse** et celles concernant les plans de prévention signé à la prise de l'installation, spécialement dans les locaux à risque ; il pourra être obligatoire d'établir un permis de feu pour toute intervention présentant un risque d'incendie ;  
☐ Remplir le cahier de quart et le livret de chaufferie à chaque visite.

**Le titulaire remplira systématiquement après chaque déplacement dans l'enceinte de l'établissement un bon d'intervention précisant exactement la nature des prestations réalisées. Il laissera ces bons d'intervention auprès de la personne chargée du suivi de l'exécution du marché à Inria de l'université Grenoble Apes.**

Pour les travaux en terrasse non protégées, des points d'ancrage ou des lignes de vie ont été installés. Le titulaire devra fournir à l'Etablissement une attestation de qualification de travail en hauteur du personnel intervenant. Ce personnel devra être muni des équipements de protection individuelle adéquats vérifiés régulièrement et en bon état. La nature des équipements de protection individuelle et leurs conditions d'utilisation seront précisées au titulaire par l'Etablissement.

L'Etablissement peut, à tout moment, demander le remplacement du personnel chargé de l'exécution des présentes prestations pour causes d'inobservation des consignes relatives notamment :

- Aux conditions techniques de la conduite des installations ;
- Aux règles d'accès des différents locaux et à celles relatives à la sécurité ;
- Aux relations avec le public et le personnel de l'Etablissement.

#### 14.7 Protection des données à caractères personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

A ce titre le prestataire remplira l'annexe II du présent CCAP -Annexe II RGPD

#### 15 Dérogations au C.C.A.G

Les dérogations au C.C.A.G.-FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
8.1	14.1.2 et 14.1.3
8.2.1	14.1.1